**Projet de procès-verbal de l'assemblée générale de l'Intergroupe parlementaire des
Outre-mer
du 23 mai 2013**

Parlementaires présents

Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Députée de la Guadeloupe
M. Maurice ANTISTE, Sénateur de la Martinique
M. Michel MAGRAS, Sénateur de Saint-Barthélemy
M. Jacques CORNANO, Sénateur de la Guadeloupe
M. Thani MOHAMED SOILHI, Sénateur de Mayotte
M. Daniel GIBBES, Député de Saint-Barthélemy et Saint-Martin
M. Ary CHALUS, Député de la Guadeloupe
M. Georges PATIENT, Sénateur de la Guyane
M. Gabriel SERVILLE, Député de la Guyane

Délégations de vote

M. Louis-Constant FLEMING, Sénateur de Saint-Martin
M. Serge LARCHER, Sénateur de la Martinique
M. Félix DESPLAN, Sénateur de la Guadeloupe
M. Michel VERGOZ, Sénateur de la Réunion
M. Éric JALTON, Député de la Guadeloupe
M. Philippe GOMES, Député de la Nouvelle-Calédonie
Mme Hélène VAINQUEUR-CHRISTOPHE, Députée de la Guadeloupe
M. Bruno Nestor AZEROT, Député de la Martinique
Mme FARREYROL Jacqueline, Sénatrice de la Réunion

Excusés

M. Jean-Claude FRUTEAU, Député de la Réunion
Mme Annick GIRARDIN, Députée de Saint-Pierre-et-Miquelon
Mme Karine Claireaux, Sénatrice de Saint Pierre et Miquelon
M. Michel VERGOZ, Sénateur de la Réunion
M. Patrick LEBRETON, Député de la Réunion
M. Louis Constant FLEMING, Sénateur de Saint Martin
M. Robert LAUFOALU, Sénateur de Wallis et Futuna
M. Jacques GILLOT, Sénateur de Guadeloupe

Représentés par leurs collaborateurs

M. Jean-Paul TUAIVA, Député de la Polynésie
M. Edouard FRITCH, Député de la Polynésie
M. Alfred MARIE-JEANNE, Député de la Martinique
M. Paul VERGÈS, Sénateur de la Réunion
M Bruno Nestor AZEROT, Député de la Martinique
Mme Hélène VAINQUEUR-CHRISTOPHE, Députée de la Guadeloupe
M. Jean-Philippe NILOR, Député de la Martinique
Mme Huguette BELLO, Députée de la Réunion

M. Richard TUHEIAVA, Sénateur de la Polynésie
M. Félix DESPLAN, Sénateur de Martinique
M. Jacques GILLOT, Sénateur de Guadeloupe

Le Président ouvre la séance en rappelant l'ordre du jour :

- Approbation du dernier procès-verbal
- Modification de statuts
- Constitution du bureau exécutif
- Proposition d'un programme d'actions
- Questions diverses

I. Approbation du dernier procès-verbal

Aucune observation n'ayant été formulée il est adopté à l'unanimité.

Le Président apporte des éclaircissements aux interrogations des députés Daniel Gibbes et Ary Chalus sur la juxtaposition de l'IGPOM et des délégations outre-mer du Sénat et de l'Assemblée nationale. Le Président rappelle qu'il y avait eu un échange à ce sujet lors de la précédente assemblée et que la confusion avait été dissipée : « Il en ressort que l'IGPOM doit être envisagé comme un lobby, un lieu d'échanges, une caisse de résonance, un outil qui permettrait de faire front sur des sujets communs qui font consensus chez les parlementaires ultramarins tels par exemple la défiscalisation, l'octroi de mer ». Le sénateur Michel Magras souligne également que la spécificité de l'IGPOM est de réunir les députés et sénateurs d'outre-mer.

II. Modification des statuts

Le sénateur Jacques Cornano propose de faire la lecture du projet de statuts modifiés.
Les points suivants font l'objet de discussion entre les membres.

1. Rôle des collaborateurs parlementaires

La question de leur présence et de leur rôle en séance est rapidement posée.

Le sénateur Michel Magras propose de les intégrer dans les membres associés. Pour Gabriel Serville, ils sont de fait des membres de droit pouvant ainsi assister aux réunions et manifestations de l'IGPOM. Le sénateur Thani Mohamed Soilihi réagit en disant qu'il faut « éviter de mélanger les genres ». Selon lui, tout comme le sénateur Jacques Cornano, les assistants ne peuvent prendre part ni au vote ni au débat, contrairement aux propos du député Ary Chalus qui estime qu'il serait légitime que les collaborateurs aient le droit de vote compte tenu de leur expertise et de leur lien avec leurs parlementaires.

Il est finalement décidé que les collaborateurs peuvent être présents, représenter leurs parlementaires, intervenir sur des sujets techniques mais ne disposeront pas de droit de vote.

2. Cotisation des membres

Après différents échanges, l'assemblée s'arrête sur une cotisation annuelle fixée à 150€.

3. Organisation et fonctionnement

a) Organisation matérielle et logistique

Le Président fait part de son entretien avec François Rebsamen, président du groupe socialiste du sénat au sujet de la prise en charge matérielle et logistique de l'intergroupe. Plutôt qu'un fonctionnement « peu orthodoxe » par les groupes majoritaires des assemblées comme il avait été exposé lors de la dernière assemblée, François Rebsamen suggère que l'intergroupe bénéficie d'une logistique similaire aux groupes parlementaires d'amitié. Si cette solution est acceptée par le bureau des deux assemblées, l'intergroupe pourrait bénéficier à titre gracieux de locaux, d'un personnel en décharge partielle et de possibilité de réception pour ses membres.

b) Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire

La question du quorum dans les assemblée générale ordinaire ou extraordinaire, Madame la députée Carabin propose que quand le quorum n'est pas atteint, de convoquer de nouveau l'assemblée avec le même ordre du jour, dans un délai d'une heure.

Cette proposition de Madame la députée Carabin a été acceptée.

Le député Ary Chalus propose que les assemblées générales extraordinaires avec modification de statuts soient convoquées lors des périodes de rentrée parlementaire.

c) Le bureau exécutif

Un consensus se dégage pour que le bureau soit composé d'un Président, de deux vice-présidents, un secrétaire général, un trésorier, un trésorier adjoint et d'un représentant par territoire. La proposition du sénateur Maurice Antiste que le 1er vice-président vienne de la même chambre que le président est acceptée par l'assemblée.

Aucune autre observation n'ayant été formulée, le Président propose alors de procéder au vote des statuts. Ils sont votés à l'unanimité.

III. Constitution du bureau exécutif

Le Président demande à ceux qui souhaitent être membres du bureau exécutif de présenter leur candidature. Après échange « consensuel », le bureau exécutif est composé comme suit :

Deux vice-présidents :

- Monsieur Jacques Cornano, Sénateur de Guadeloupe, vice-président, 1^{er} vice-président
- Monsieur Philippe Gomes, Député de la Nouvelle-Calédonie, 2^{ème} vice-président

Un secrétaire général :

- Madame Karine Claireaux, Sénatrice de Saint-Pierre-et-Miquelon

Un trésorier :

- Madame Gabrielle Louis-Carabin, Députée de la Guadeloupe

Un trésorier adjoint :

- Monsieur Daniel Gibbes, Député de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

- Un représentant par territoire

Martinique : M. Maurice ANTISTE, Sénateur de la Martinique

Mayotte : M. Thani MOHAMED SOILIHI, Sénateur de Mayotte

Saint Barthélemy : M. Michel MAGRAS, Sénateur de Saint-Barthélemy

Guyane : M. Gabriel SERVILLE, Député de la Guyane

Guadeloupe : M. Ary CHALUS, Député de la Guadeloupe
Polynésie : M. Richard TUHEIAVA, Sénateur de la Polynésie
Nouvelle Calédonie : pas de candidature¹
Réunion : pas de candidature²
Wallis et Futuna : M. Robert LAUFOAULU, Sénateur de Wallis et Futuna
Saint Pierre et Miquelon : Mme Karine CLAIREAUX, Sénatrice de Saint Pierre et Miquelon
Saint Martin : M. Louis-Constant FLEMING, Sénateur de Saint-Martin

IV. Programme d'actions

Le Président propose de procéder à l'élaboration d'un programme d'actions et liste des sujets sur lesquels l'IGPOM devrait intervenir: la défiscalisation, la Banque Publique d'Investissement et l'octroi de mer. Il rappelle par exemple l'absence de réponse du Ministère des finances quant à l'implantation de la Banque Publique d'Investissement dans les outre-mer, soulignant que Nicolas Dufourcq, son directeur général, en audition au Sénat, n'y a aucunement fait allusion et ne faisait référence qu'aux 22 régions de France. Vive réaction du député Gabriel Serville qui dénonce le manque de prise en considération des outre-mer. A cet effet, le député Ary Chalus suggère une rencontre entre le Président de la République et les parlementaires d'outre-mer insistant sur le fait qu'il doit sa victoire à nos territoires. Il propose également de dresser une liste de personnalités ultramarines qui serait soumise aux autorités pour les nominations officielles.

Le député Daniel Gibbes demande d'ajouter aux sujets prioritaires la question du droit de vote des étrangers, une loi qui selon lui pourrait être « néfaste » dans certains de nos territoires.

En définitive, les parlementaires s'accordent pour intervenir sur le maintien de la défiscalisation, sujet de très grande actualité, la reconduction de l'octroi de mer et l'implantation de la Banque Publique d'Investissement dans les Outre-mer.

Georges Patient clôture la séance.

Le Président

La Secrétaire

¹ Prochaine assemblée générale

² Prochaine assemblée générale